

## Le 5 avril prochain, Confrontations Europe fêtera ses 20 ans !

L'identité de l'Europe s'est bâtie sur la promesse **d'une paix durable**, « un chef d'œuvre » nous rappelle Umberto Eco, qu'il ne faut pas oublier. Une paix sur laquelle a pu se développer un marché unique. Mais il reste aux Européens à former société pour pouvoir résister ensemble aux crises qui menacent leur unité.

Il ne s'agit pas de nier nos racines, nos histoires et nos cultures différentes mais au contraire de les accepter et de les partager pour **fonder notre culture commune et enraciner notre identité européenne**. Celle-ci se construit sur l'altérité et sera « le fruit de notre engagement face à autrui » affirme **Jan Sokol**, philosophe et homme politique tchèque, qui nous fera le plaisir de venir dialoguer avec nous.

Quatre temps forts :

- **Conférence sur l'avenir de l'Europe** avec Jan Sokol et Philippe Herzog
- Intervention de **Michel Rocard**, membre fondateur de Confrontations Europe
- **Messages de 20 Européens** venus d'Europe et d'ailleurs,
- **Chopin, Brahms, Schubert, Beethoven...** interprétés par des solistes et une pianiste de 5 pays d'Europe

**Je vous invite à venir partager ce moment d'émotions, de joie et d'engagement.** Pour vous inscrire, rendez-vous sur notre site [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org).

**Claude Fischer,**  
Présidente de Confrontations Europe

### Sommaire

<b>Stabilité et Croissance en Italie</b> par Corrado Passera	p.1
<b>Croissance : passer de l'incantation aux actes</b>	p. 2
<b>Croissance et réformes structurelles pour la Grèce</b>	p. 3
<b>Quand on partage la même monnaie, il est utile de se parler un peu</b>	p. 4

## « Stabilité et croissance : la meilleure formule à mettre en œuvre aujourd'hui, tant au niveau européen qu'au niveau national. »

L'Europe, dans son ensemble, et l'Italie en particulier, sont aujourd'hui confrontées à la **récession**. 24 millions de personnes sont au chômage et de nombreuses autres sont découragées ou sous-employées. Ce malaise au travail se généralise, ce qui est inacceptable et dangereux. Ce n'est pas une fatalité ; nous pourrions inverser la tendance en **combinant austérité et développement** et **en conciliant compétitivité et cohésion sociale**. Nous souhaitons une croissance qui soit financièrement durable, respectueuse de l'environnement et acceptable au niveau social. Les comptes publics doivent être gérés de manière efficace afin de favoriser l'équité entre les générations. Surtout, la croissance du PNB ne suffit plus à elle seule : notre objectif final **est de créer de nouveaux emplois**.

Aujourd'hui, **l'Italie devient une sorte de laboratoire** pour l'Europe : il est intéressant d'observer ses efforts pour combiner assainissement budgétaire et croissance durable. Le gouvernement Monti a défini 3 objectifs d'égale importance : **l'assainissement fiscal, la croissance économique et l'équité sociale**. L'assainissement fiscal a été la première étape décisive pour gérer l'urgence. Nous avons adopté une réforme de fond du système de **retraites** (mécanisme qui aligne l'âge de la retraite sur l'espérance de vie et basé entièrement sur les cotisations). Une réforme fiscale portant sur les biens immobiliers a également vu le jour. Ces mesures ont remis les finances publiques italiennes sur le bon chemin. La correction budgétaire pour 2013 s'élève à 80 milliards d'euros. L'effort a été de taille, mais il était nécessaire pour regagner en crédibilité. Et celui-ci a été accepté par le peuple italien et par les acteurs sociaux avec un aplomb remarquable.

**Favoriser la croissance est une tâche plus complexe** et ardue, car il n'y a pas de remède miracle. Nous devons agir sur différentes composantes en même temps. Heureusement, l'Italie dispose de plusieurs atouts : la flexibilité de ses PME, des banques orientées vers l'économie réelle, et un secteur manufacturier fort dans les exportations mondiales. Mais, au cours des dix dernières années l'Italie a traversé une période de croissance trop faible.

Nous devons nous concentrer sur 3 grandes priorités : **la compétitivité des sociétés, la compétitivité du système national, et les règles de concurrence et les libéralisations**. Ces dernières concernent l'économie dans son ensemble (distribution du gaz, services publics locaux, services professionnels etc...). Le Parlement national nous accompagne sur cette voie. Pour ce qui est de la compétitivité des sociétés, nous redéfinissons les mécanismes incitatifs pour récompenser les entrepreneurs qui investissent dans l'innovation et qui embauchent notamment des jeunes, et pour promouvoir l'internationalisation. Le resserrement du crédit est une réalité dont nous devons prendre acte. Voilà pourquoi nous devons renforcer le **Fonds Central de Garantie** qui favorise l'accès au crédit des PME. Les paiements en souffrance sont un problème crucial pour l'Italie : nous adopterons, de manière anticipée, la directive relative aux retards de paiement afin de les résorber (leur valeur s'élève à environ 100 milliards d'euros). Nous avons décidé de redéfinir, suite au référendum antinucléaire, notre plan énergétique national afin de réduire le coût de l'énergie qui est trop élevé. Nous prenons aussi des mesures pour réduire les coûts administratifs en simplifiant les procédures. Enfin, une réforme cruciale est celle qui concerne le **marché de l'emploi**. Il s'agit du point le plus épineux mais, ma collègue Elsa Fornero, avec les acteurs sociaux et nous-mêmes, y travaille de manière productive. Pour terminer sur le sujet de la **compétitivité du système national**, nous nous focalisons sur les **infrastructures** en essayant d'améliorer leur financement par une implication croissante du privé avec le développement des partenariats public-privés et en accélérant des projets représentant 20 milliards d'euros.

Quelques mots, enfin, sur **l'Europe**. L'Italie s'est déjà engagée à renforcer la gouvernance de l'UE et le Marché unique. Le **pacte budgétaire associé à des pare-feux adéquats** ne sera efficace que si ces deux éléments sont suffisamment forts. Personnellement, je pense que **le budget de l'Europe devrait être augmenté** et que de nouveaux instruments financiers, tels que des emprunts obligataires, devraient être pris en considération et développés. Nous avons besoin de renforcer l'architecture de la monnaie unique en dotant la **BCE** de tous les outils d'une véritable banque centrale. Au final, la croissance est notre but ultime. La création d'emplois, et pas seulement la croissance du PNB, doit devenir le principal baromètre sur lequel évaluer notre niveau de responsabilité.

**Corrado Passera,**  
Ministre du Développement économique, des Infrastructures et du Transport, Italie

## Les grandes lignes des propositions du Conseil du 1 et 2 mars pour la Croissance

- **Assainir les finances publiques** tout en donnant priorité aux dépenses d'investissement et en réformant les systèmes fiscaux afin de les rendre plus efficaces (« alléger la pression fiscale pesant sur le travail », « lutter contre la fraude et l'évasion fiscale », élargir l'assiette fiscale...)
- Adopter des mesures pour atteindre le **taux d'emploi** de 75% d'ici à 2020, (en « encourageant des politiques actives d'emplois », en « supprimant les obstacles à la création de nouveaux emplois », et en « rendant plus facile l'embauche » ou encore en « supprimant les barrières injustifiées à l'entrée des professions réglementées ». La Commission doit présenter prochainement son « paquet pour l'emploi ».
- Achever le **marché unique** et le marché intérieur du **numérique** d'ici à 2015
- « Achever l'**Espace européen de la recherche** d'ici à 2014 », améliorer la mobilité des chercheurs, encourager un accord sur le brevet européen et renforcer les technologies clés
- « Achever le **marché intérieur de l'énergie** d'ici à 2014 » (troisième paquet énergie et interconnexions)
- Insister sur le « **rôle important joué par l'industrie** dans le cadre de la croissance »
- « Mener à bien la réforme de la **réglementation du secteur financier** » et « assurer le flux de crédit vers l'économie réelle »
- Accélérer les travaux sur l'initiative relative aux emprunts **obligatoires pour le financement de projets**.

C.U

## « Croissance, croissance, croissance: il est temps de passer de l'incantation à l'action »

Un cycle se clôt avec l'adoption, lors du Sommet européen du 1 et 2 mars, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, ainsi que la conclusion du deuxième plan grec, La BCE a de nouveau arrosé le marché de liquidités ; les taux d'intérêt pour l'Italie et l'Espagne sont même repassés sous les 5%, signe que, pour les marchés, les risques de contagion s'éloignent. Bref, une impression de répit donc de **calme relatif prédomine**. Les questions de discipline budgétaire ont trouvé leur concrétisation dans ces textes ; **la relance économique devient - enfin- la priorité**. Mais **de nombreuses incertitudes demeurent** : la situation espagnole se dégrade, l'Irlande a annoncé son intention d'organiser un référendum sur le Traité, l'Allemagne persiste à refuser une augmentation de ressources pour le MES et les élections présidentielles en France laissent planer un certain flou concernant les questions européennes (idée de « renégociation » du candidat socialiste). Et tandis que le chômage a atteint 10.7% dans la zone euro pour le mois de janvier, **la récession se confirme** dans un certain nombre d'Etats membres. Si bien que malgré les grands discours de croissance de nos dirigeants européens lors du dernier sommet, c'est bel et bien l'austérité que les Européens ressentent en premier lieu.

Dans la lignée de la lettre de 12 Etats membres<sup>1</sup>, le Conseil européen a fait sienne **les priorités que la Commission** a fixées pour 2012 dans l'examen annuel de la croissance et dans la Stratégie EU2020 (cf colonne ci-contre). Il s'agit là des mesures qui seraient bénéfiques mais certainement pas d'une véritable stratégie d'actions coordonnée au niveau communautaire ! Comment ne pas être exaspéré par une certaine **dictature de l'objectif** et du ratio magiques ! Analyser la solvabilité d'un Etat passe par bien autre chose que par 10 indicateurs (quelle est la stratégie de croissance du pays ? où vont les facteurs de production, l'épargne, les investissements ?) explique Patrick Artus pour qui « la règle d'or ainsi proposée revient à dire que l'Etat est incapable de faire des investissements par la dette, ce qui semble absurde ».

**Ces propositions omettent des pans entiers de mesures** à prendre pour relancer la croissance, au premier rang desquels **une politique industrielle européenne pour l'emploi et avec une véritable cohésion territoriale**. La crise a en effet mis en lumière les défaillances de la construction de l'euro ainsi que les graves divergences de compétitivité entre pays de la zone. Pour que les Etats en difficulté rétablissent leur solvabilité, il faudrait les aider à rétablir leurs balances courantes extérieures. Or, « les exportations mondiales sont à 80% industrielles » affirme Christian Saint-Etienne. Pour éviter l'implosion, seule l'Union peut jouer ce rôle d'élaboration d'une stratégie industrielle dans l'intérêt de tous (consolidation de la compétitivité globale de l'Union, et soutien aux spécialisations de chacun dans le cadre d'une solidarité d'intérêt mutuel). **Mener des politiques sectorielles, se doter d'infrastructures communes** (de transport, d'énergie et du numérique, mais aussi d'éducation-enseignement-recherche ou de santé), **corriger les politiques de marché** afin de mieux signaler les investissements souhaités et enfin, **réformer le système financier afin qu'il assume des fonctions de transformation de l'épargne en investissement**, et plus précisément en engagements durables, sont autant d'éléments qui devraient être les priorités de nos dirigeants.

On ne peut que regretter une telle timidité et de telles batailles de camps à un moment où l'Europe a besoin d'une action fédérale forte et concertée pour redonner une espérance aux citoyens. Sans eurobonds, il n'y aura pas de nouvelle croissance. Sans gouvernement économique et budget communautaire d'importance, il y aura des divergences menaçant l'existence même de l'Union. **Bâtir le pilier manquant d'une politique économique européenne** doit devenir bien plus qu'une déclaration d'intentions, **l'heure est aux actes concrets**.

Carole Ulmer,  
Confrontations Europe

<sup>1</sup> cf Chronique institutionnelle n°1, www.confrontations.org

## Le Parlement européen se mobilise pour la croissance et l'emploi

En réponse à la communication de la Commission européenne sur l'examen annuel de la croissance 2012, le deuxième du genre destiné à lancer le Semestre européen, le Parlement européen a saisi l'opportunité d'alerter les Etats membres à travers l'adoption récente de trois rapports\*.

Décus par les priorités d'action sur les volets croissance et emploi présentées les **30 janvier et 17 février par le Conseil EPSCO**, les parlementaires ont tenu à formuler des messages-clés : s'assurer de la **cohérence des objectifs entre la stratégie UE2020 et le Pacte de stabilité et de croissance**, engager davantage d'efforts en faveur de la **croissance** économique, accorder davantage d'attention à la question de **l'emploi** (son niveau, sa qualité, sa durabilité), et se focaliser prioritairement sur la situation des **jeunes**. Dans un souci d'intégration équilibrée des moyen et long termes dans les orientations politiques, les députés ne font, en fait, que réitérer des demandes énoncées depuis plusieurs mois maintenant.

Au final, l'objectif du Parlement est de **trouver enfin un écho favorable auprès des Etats membres** pour le Conseil de printemps et de faire en sorte que les engagements pris soient enfin respectés.

Hélène Syed Zwick,  
Confrontations Europe

\*Rapports Gauzès, Cornelissen et Bérès adoptés le 17/02/2012.

### Courrier des Lecteurs

Pour réagir à nos articles et partager votre point de vue, n'hésitez pas à faire parvenir vos messages à :

Carole Ulmer, [culmer@confrontations.org](mailto:culmer@confrontations.org)

## Une stratégie de croissance accompagnée de réformes structurelles pour la Grèce et les pays du sud de l'Europe

Le nouveau plan de sauvetage de la Grèce vient enfin d'être approuvé ; il sera soumis à un suivi et à une conditionnalité stricts. Comprenant **une aide publique de 130 milliards d'euros**, qui vient s'ajouter aux 110 milliards d'euros accordés en mai 2010, il s'agit d'un plan de renflouement important qui s'oppose à l'orthodoxie de l'UE. En outre, un autre grand tabou a été brisé lorsque l'UE a pris la décision de procéder à une **décote « volontaire »**, dont l'objectif est un effacement partiel de la dette détenue par les créanciers privés, à hauteur de plus de 100 milliards d'euros.

Conséquence de la crise, une succession d'événements autrefois jugés inimaginables se sont produits. La Grèce a été contrainte d'entrer dans **une phase d'assainissement budgétaire et de réformes structurelles qui questionnent la stabilité de son système politique**, de son économie et de sa cohésion sociale. D'autres pays lui emboîtent le pas. Au même moment, **la zone euro est entrée en territoire inconnu** : des plans de sauvetage qui taisent leur nom, de nouvelles procédures de coordination qui mettront à l'épreuve la capacité des gouvernements nationaux et des parlements à partager la souveraineté dans des domaines sensibles, des mécanismes de sécurité auxquels sont attribués d'importantes sommes d'argent et un rôle élargi pour la BCE. Les solutions choisies porteront-elles leurs fruits ?

**La Grèce a été le catalyseur** de la transformation d'une grave crise bancaire en une crise de la dette souveraine, qui s'est à son tour transformée en une crise de l'euro. L'éclatement de la bulle financière a révélé la fragilité de l'économie grecque, qui est de moins en moins compétitive et qui dépend des prêts qui lui sont accordés. La restauration de celle-ci nécessitera un processus d'ajustement aussi douloureux que soutenu. Les bonnes nouvelles, ce sont les **progrès remarquables concernant la réduction du déficit budgétaire** (résultat des réductions salariales et de la baisse des retraites), et récemment la **tentative de coalition** au sein du gouvernement et de coopération multipartite dans un pays où les termes « consensus » et « compromis » sonnent presque comme des insultes. La mauvaise nouvelle ? Les politiques grecs ont jusqu'ici **priviliégié l'impôt aux réformes**, et la **mise en œuvre de ces dernières se révèle plus difficile** que jamais en raison de la **démoralisation croissante au sein de l'administration** publique. Mais le pire est que l'économie grecque est entrée dans une **spirale funeste d'austérité et de récession**. 2012 est la cinquième année consécutive de croissance négative, et cette tendance devrait se poursuivre en 2013. Si bien que les restrictions budgétaires pourraient bien se révéler contre-productives.

La Grèce a encore du chemin à faire. **Son système politique est en état de choc**, et un grand nombre des acteurs actuels pourraient bien ne pas résister. La majorité d'entre eux ne manqueront pas, car ils sont largement responsables de la situation actuelle. La politique de clientélisme, ainsi qu'une mauvaise administration et une corruption galopante, sont les principaux facteurs à l'origine de la crise. **La population perd peu à peu espoir** et ne voit pas de lumière au bout du tunnel. La Grèce a besoin d'un programme de réformes créé et soutenu au niveau national. **Elle doit s'approprier les réformes** qu'elle entreprendra, on ne peut pas simplement les lui imposer de l'extérieur. Des progrès sont faits en ce sens, mais pas suffisamment. La Grèce ne pourra se passer ni du soutien financier, ni de l'assistance technique de ses partenaires. Et le pays a désespérément besoin d'une **perspective crédible et de conditions plus favorables à la croissance**, sans quoi la spirale de la crise continuera de s'aggraver et mènera le pays tout droit à sa perte ou à l'explosion sociale.

Des mesures d'austérité trop poussées pourraient bien lui être fatales. Et le problème ne se limite pas à la Grèce. Certes, la Grèce est un cas extrême à certains égards, mais ce n'est pas un cas isolé. Une récession qui durerait trop longtemps à la périphérie de l'Europe aurait des conséquences désastreuses au niveau social comme au niveau politique pour les pays concernés et pour l'intégration européenne en général. Les pays du sud de l'Europe perçoivent de plus en plus l'Union européenne comme un policier de l'austérité, tandis que le spectre de « l'Union de transfert » hante les citoyens de l'Allemagne, de l'Autriche ou encore de la Finlande : il s'agit là d'un **cocktail potentiellement explosif**. Une **stratégie de croissance européenne combinée à un programme soutenu de réformes structurelles** pourrait de nouveau faire de l'intégration européenne un jeu à somme positive. Voilà ce qui pourrait enfin **changer la donne**.

Loukas Tsoukalis

Professeur, Université d'Athènes et Collège d'Europe de Bruges  
Président, Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère (ELIAMEP)

## Les réponses européennes à la crise selon Michel Barnier

Lors de notre colloque organisé à Bruxelles le 29 février, Michel Barnier a évoqué « les bonnes décisions que les dirigeants ont su prendre, parfois le dos au mur, pendant la crise », et qu'il « **convient maintenant d'appliquer afin de rétablir la confiance** ». « L'Union européenne a livré tant dans le domaine crucial de la **régulation financière** (règles de Bâle III, produits dérivés, ...), que de l'assainissement **des dettes publiques** (règle d'or...) et que de la **gouvernance économique** (Traité, Mécanisme européen de stabilité...) ». Toutefois, le chômage et la récession menacent aujourd'hui dangereusement l'équilibre social et avec lui, le projet européen lui-même.

« Il est urgent de mener une initiative forte en faveur de la croissance au niveau européen, comprenant à la fois des mesures de moyen terme visant à renforcer l'écosystème européen, que des mesures de court-terme visant à réenclencher les investissements, notamment de long terme, dont l'UE a besoin ». Grâce à l'Acte pour le marché unique et aux 28 propositions déjà adoptées, le **Marché unique** a été renforcé comme socle, cette démarche doit être poursuivie (brevet, capital-risque...), nous « espérons proposer prochainement **un SMA II** ». A plus court terme, la BCE a réinjecté des liquidités sur le marché interbancaire ; et il est utile de veiller à mieux cibler les fonds structurels, et à tirer pleinement parti des **capacités de la BEI** et des **project bonds**. Enfin, retrouver à la fois « **l'audace industrielle des Pères fondateurs** de la CECA, ainsi que **l'ambition politique** » pour mener à bien les nécessaires étapes d'intégration sur des bases démocratiques et transparentes sont les deux ambitions clés à entreprendre pour recréer le lien avec les citoyens.

C.U.

## Quand on partage la même monnaie, il est utile de se parler un peu...

L'Union européenne a un don pour cacher les innovations les plus intéressantes sous des **noms incompréhensibles**. Ainsi, le fait que le « *paquet gouvernance économique* » (dit « *six packs* ») ait introduit dans la législation le « *semestre européen* » risque de ne pas enthousiasmer les foules. C'est dommage car une idée de bon sens se cache derrière ces mots savants. Pour le dire autrement : quand on partage la même monnaie, il est utile de se parler un peu : comment se traduisent, dans les budgets nationaux, les engagements pris auprès des partenaires européens en matière de discipline budgétaire et de compétitivité ? Comment l'UE veille-t-elle aux équilibres macro-économiques d'ensemble ?

Il était temps ... 20 ans après le traité de Maastricht (!) de tenir enfin compte **d'un besoin économique évident** (converger, veiller à limiter les effets involontaires - ou externalités - des décisions des uns sur les autres) et **d'une nécessité politique impérative** (débatte publiquement des choix économiques et sociaux communs).

Désormais, la législation prévoit que, durant le 1<sup>er</sup> semestre, quand se préparent les budgets nationaux, **Parlements nationaux et européen, Commission et Conseil dialoguent**. Dans ce cadre, pour la 1<sup>ère</sup> fois, trois commissions du PE (ECON, SOCIAL, BUDGET) et des représentants des Parlements nationaux des différents Etats membres se sont réunis pendant 48 heures à Bruxelles **les 27 et 28 février**, en présence de différents responsables européens, M.Barroso, M. Rehn, M. Van Rompuy, la présidence danoise. La rencontre a permis des discussions générales sur le traité ESM, sur le traité à 25 (« *fiscal compact* »), sur la mise en œuvre du « 6 pack », sur les moyens de renforcer la croissance et l'emploi. A-t-on entendu des choses extraordinaires ? Honnêtement non, mais peut-être la démocratie y a-t-elle gagné quelque chose car **cette rencontre a mis en présence des personnes qui se parlent peu directement**.

L'idée, répandue à Paris, qu'il faut travailler plus dans le cadre de la zone euro repose sur de bons arguments : les pays qui partagent la même monnaie ont des outils macro-économique en moins (ni inflation ni dévaluation) et des coûts en plus (la participation aux fonds de solidarité). Mais rien de tel que de **l'exposer à Bruxelles**, pour mesurer les réticences des autres pays. Et quand des conservateurs britanniques contestent (horresco referens) que le « 6 pack » ait créé le « *dialogue économique* » (permettant aux ministres de l'économie des Etats membres de venir exposer leurs politiques au Parlement européen), il est bon que leur insulaire archaïsme « fasse pschitt » en public. Quand chacun prend la peine d'aller à la rencontre des autres, c'est l'Europe qui avance.

A l'avenir, **2 écueils sont à éviter** :

- **la confusion des responsabilités**. Si utile que soit l'implication des Parlements nationaux dans les affaires européennes (reconnue dans le protocole n° 1 annexé au traité de Lisbonne), notamment pour mieux contrôler le respect, par les gouvernements nationaux, de leurs engagements, un droit de veto ne peut pas être reconnu à 17 Parlements sur les questions d'intérêt commun. Notre crédibilité collective vis-à-vis des marchés est à ce prix.
- **le « tourisme parlementaire »**. Deux améliorations pratiques sont envisageables : faire siéger les participants par ordre alphabétique, comme V. Giscard d'Estaing y avait veillé à la Convention européenne afin de mêler les participants ; réduire le temps en plénière au profit d'ateliers plus ciblés, en petits groupes.

**La route sera longue** vers la légitimation démocratique des décisions économiques en Europe. Mais, quand on part de très bas, la marge de progression est réelle. Et les **rencontres humaines sont toujours fécondes**.

Sylvie Goulard,

Députée européenne, membre et coordinatrice ADLE de la Commission ECON

Pour participer aux réunions, recevoir les comptes rendus des commissions du Parlement européen, la Revue et l'Option de Confrontations Europe, nous vous invitons à adhérer à l'association - Email : [confrontations@confrontations.org](mailto:confrontations@confrontations.org)

Copyright : Tous les droits de reproduction sont réservés, sauf autorisation expresse de Confrontations Europe.

Confrontations Europe : 227, bd Saint-Germain - F-75007 Paris - Tél. : +33 (0)1 43 17 32 83 - Présidente et directrice de publication : Claude Fischer ([cfischer@confrontations.org](mailto:cfischer@confrontations.org))

Rédactrice en chef : Carole Ulmer ([culmer@confrontations.org](mailto:culmer@confrontations.org)) - Tel : +33 (0)1 43 17 32 90, Assistante : Juliette Aduayom ([jaduayom@confrontations.org](mailto:jaduayom@confrontations.org))

Bureau de Bruxelles : Véronique Ollivier, directrice du bureau de Bruxelles ([vollivier@confrontations.org](mailto:vollivier@confrontations.org)), Hélène Zwick, doctorante.

Rue du Luxembourg, 19-21. B - 1000 Bruxelles - Tél. : +32 (0)2 213 62 70 - Fax : +32 (0)2 213 62 79